

J'ai reçu hier un appel téléphonique d'un jeune homme de Victoria, employé de la Pacific Western Airlines. Le personnel a été avisé que dans les jours prochains 500 employés seraient mis à pied. Qui était là pour protéger ce jeune employé? Sûrement pas le gouvernement, ni les syndicats, ni les grévistes. Ce jeune homme était commis aux réservations. Il m'a dit qu'il venait ainsi de voir s'envoler le fruit de trois mois de travail. Il avait fait la location de vols de Victoria vers Vancouver, vers la Californie, les Îles Hawaï, l'Angleterre, la Suède. Soudain, à cause des agissements d'un autre groupe, le fruit du travail de tout un hiver s'est envolé. Pour finir, il a ajouté: J'aimerais bien gagner \$9,000, moi aussi, mais ce n'est pas le cas.

C'est à nous, les députés de nous rendre compte que des injustices fondamentales de nos lois relatives aux relations de travail. Qu'est-ce qui pousse les employés à la grève? Beaucoup d'entre nous qui avons des revenus plus élevés prétendent que les ouvriers doivent faire ceci ou cela au nom de leurs concitoyens, de leur pays, pour des raisons de patriotisme ou pour le bien de l'économie. Mais ce n'est pas là le point de vue du travailleur. La majorité des ouvriers se préoccupent surtout d'argent. Les députés ne doivent pas les dénigrer pour autant. L'argent est important, surtout pour ceux qui n'en ont pas. Ils ne saisissent pas que l'épargne et le placement sont aussi importants que la consommation et ils ne voient pas le besoin du sacrifice national. Le jardinier et l'agriculteur savent que vous ne pouvez consommer du maïs de semence. On ne comprend pas la portée de ce fait à l'égard du besoin d'investir. Bien des gens croient fermement qu'ils peuvent consommer tout le produit d'une industrie donnée. Lorsque l'inflation atteint presque le taux de 15 p. 100, nous approchons d'une situation catastrophique et seuls d'énormes sacrifices de tous et chacun nous épargneront le sort de la république de Weimar.

● (2220)

Je désire citer ici certaines remarques faites par celui que je considère comme le chef syndical le plus digne de confiance au monde, aujourd'hui, M. Frank Chapple, de Grande-Bretagne. Il a tenu les propos qui suivent, il y a quelques semaines, et j'attire particulièrement l'attention de nos amis du parti socialiste à notre gauche sur ce qu'il a dit:

Je ne peux certes croire que les négociations collectives libres ont obtenu de meilleurs résultats qu'une politique des prix et des revenus. Toute critique possible de la structure actuelle des salaires ne peut porter que sur le fait qu'elle découle directement des effets de la négociation collective libre et non de l'application fructueuse d'une politique des prix et des revenus...

Il a poursuivi, d'une manière très heureuse à mon avis:

Je me méfie des gens qui ont toutes les solutions à un problème. Il est toutefois pressant que les responsables de la gestion de l'industrie incitent ceux qui y ont travaillé à engager un dialogue utile sur les objectifs et les espoirs.

Je tiens à faire remarquer que la situation au Canada pour ce qui est des conflits ouvriers n'est rien moins que désastreuse comparée à ce qui se passe dans un pays comme la Suède. Depuis un certain temps, le Canada a perdu trois millions et demi de jours-hommes par année alors que la Suède ne perdait que 75,000 jours-hommes par année. Il s'agit là d'un pays dont la population est d'environ le tiers de celle du Canada.

**M. Nesdoly:** Quelle différence cela fait-il?

**M. McKinnon:** Qu'on me permette de lire à mon bon ami de Meadow Lake (M. Nesdoly) quelques notes à

### *Grève des sapeurs-pompiers*

propos de la Suède. En comparaison de beaucoup d'autres pays de l'Europe de l'Ouest, les entreprises d'État en Suède ne représentent qu'une partie relativement modeste de l'économie dans son ensemble—6 p. 100—l'industrie suédoise appartenant encore dans une immense proportion à des intérêts privés.

**M. Nesdoly:** Les Suédois ont pourtant un gouvernement socialiste.

**M. McKinnon:** Ils ont peut-être un gouvernement socialiste, mais l'État n'est pas socialiste. Leur industrie appartient largement à des intérêts privés, mais ils ont confiance les uns dans les autres. Les travailleurs ont confiance dans leurs chefs syndicaux. J'estime que le chef du NDP a rendu un bien mauvais service au pays ce soir quand il a dit que lorsque l'employeur veut quelque chose le travailleur devrait s'y opposer. Il parlait du gouvernement du Canada comme employeur. C'est cette attitude qui dresse les Canadiens les uns contre les autres, en leur prêchant de se montrer soupçonneux à l'égard de tout ce que fait l'autre partie, qui nous met dans cette situation où nous ne pouvons obtenir ce que les parties adverses s'assoient à une table de négociations et discutent entre elles. Ils ont été tellement endoctrinés par ce genre de sorties démagogiques qu'ils en ont perdu toute rationalité au moment de négocier.

Je ne puis que dire au ministre que j'apprécie beaucoup son éloquence. J'apprécie toujours les discours qu'il prononce à la Chambre. S'il devait se produire un remaniement du cabinet, j'aimerais qu'il devienne un ministre sans portefeuille de sorte que je puisse jouir de ses discours sans avoir à déplorer le mal qu'il fait à divers ministères.

**M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni):** Monsieur l'Orateur, j'ai suivi avec attention le débat ce soir. Permettez-moi de signaler dès maintenant que si la tenue de ce débat indique que les députés de toutes les régions du Canada s'inquiètent de la situation en Colombie-Britannique, alors il n'aura pas été inutile. Il révèle peut-être qu'on veut vraiment aboutir rapidement à un règlement équitable des négociations au sujet de cette situation particulière en Colombie-Britannique.

Après avoir entendu mon collègue de la région sud de l'Île de Vancouver, je crois que nous devons envisager les faits dans leur perspective. Il ne s'agit nullement d'une catastrophe nationale. Il est vrai que de nombreux citoyens de la Colombie-Britannique sont vraiment incommodés, il faut l'avouer. Mais chose certaine, si nous voulons conserver ce que certains d'entre nous jugent être une société libre au sein de laquelle les travailleurs ne sont pas des serfs sous la férule de l'employeur, nous devons poursuivre la négociation collective. Si à un moment donné, les griefs doivent être exprimés de façon énergique, cela fait partie de ce processus. Cette situation ne signifie pas la fin du monde pour la population de l'Île de Vancouver, de Vancouver ou de Prince George.

Le député de Prince George-Peace River (M. Oberle) a sauf erreur déclaré qu'il serait disposé à rester ici toute la semaine prochaine pour discuter cette question. Tout ce que je dirai, c'est que si nous devons siéger toute la semaine prochaine et écouter le genre de discours enflammé qui a été prononcé par mon collègue de Prince George-Peace River, la grève se répandra probablement à tous les aéroports du Canada.